



Déclaration de la FNEC FP-FO

CSA SD du 7 septembre 2023

Madame la Directrice Académique,

Vous avez refusé la désignation par la FNEC FP FO 85 d'un expert pour ce CSA SD carte scolaire.

Pour FO, rien ne justifie ce refus, et la présence d'un représentant du syndicat FO du 1^{er} degré, en tant qu'expert pour la carte scolaire, participe pleinement du dialogue social.

À cela s'ajoute le fait que **les documents préparatoires ne nous ont été transmis qu'hier soir**. En agissant ainsi, Madame la Directrice Académique, vous placez les représentants du personnel dans l'incapacité d'exercer leur mandat. C'est un réel problème de démocratie sociale !

Concernant la rentrée scolaire, le constat en Vendée, comme partout en France, c'est que l'École publique manque de tout : manque d'enseignants, de personnels administratifs, d'AESH, de médecins scolaires, d'infirmières scolaires...

FO est aux côtés des écoles qui revendiquent légitimement une ouverture de classe. Nous sommes aux côtés de toutes les écoles qui subissent les mesures de suppressions de postes prises par ce gouvernement.

Les effectifs vont à nouveau exploser si ce n'est avec le manque de postes, ce sera du fait du non-remplacement récurrent.

Le nouveau ministre de l'Éducation Nationale, Gabriel Attal, prétend régler le problème de ces absences non-remplacées avec le « Pacte » qui constitue une nouvelle attaque contre les statuts pour « mettre au pas » les personnels. Il est massivement rejeté, comme sont rejetées toutes les mesures de destruction de l'École.

Cette rentrée, c'est aussi l'entrée en application le 1er septembre de la réforme des retraites qui vole deux ans de vie aux salariés du public comme du privé.

Cette rentrée, c'est le pouvoir d'achat des fonctionnaires qui continue de s'effondrer alors que l'inflation explose.

Cette rentrée, c'est le manque de postes statutaires et de professeurs des écoles, c'est le recrutement de contractuels pour pallier les absences non-remplacées. C'est l'accueil des élèves en situation de handicap en attente d'une place en IME ou en ITEP en mode toujours plus dégradé.

Cette rentrée, ce sont des décrets passés en catimini pendant les congés qui placent désormais les directeurs et directrices d'écoles en position de supérieurs hiérarchiques, enfoncent le clou du nouveau management public, ce qui ne manquera pas de détériorer encore les relations de travail.

Ces décrets marquent un nouveau pas vers la fusion des corps d'inspection. Notons que l'un d'eux permet aux directeurs de suspendre l'accès de l'école à un élève. Ce décret, qui ne mentionne à aucun moment l'IEN, établit donc dans le cadre de la loi Rilhac une nouvelle délégation de compétences des autorités académiques vers le directeur, désormais en première ligne, à l'instar d'un chef d'établissement, pour supporter les tensions et les pressions qui ne manqueront pas de survenir de toutes parts en cas de situation problématique avec un élève.

Après la provocation du président Macron qui estime qu'il faudrait que les élèves en difficulté, ainsi que les enseignants, reprennent le 20 août, l'annonce du ministre Attal d'interdire le port de l'abaya est une mesure de diversion et de division pour détourner l'attention des vrais problèmes de la rentrée et du chaos organisé par le gouvernement. Ce contre-feu risque de déclencher des conflits et de placer les personnels, en particulier de direction, en difficulté. La **FNEC-FP FO 85** rappelle que la Laïcité, c'est avant tout le respect de la loi de 1905 qui assure la liberté de conscience et la neutralité de l'État, lequel ne reconnaît, ne salarie et ne subventionne aucun culte.

À ce propos, la FNEC FP **FO 85** dénonce l'inaction, voire la complicité des autorités départementales pour faire de l'école publique, le vivier des collèges privés : 17 CM2 de l'ÉCOLE PUBLIQUE de LONGEVES font ainsi leur rentrée au collège privé.

Le respect de la laïcité passe nationalement par : l'abrogation des lois anti-laïques et l'arrêt des mesures de territorialisation et de privatisation de l'École ; « Fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privée ! »

Notre organisation appelle en cette rentrée à « faire bloc » sur les revendications :

- **Augmentation des salaires, 10% tout de suite ! Retrait du « Pacte » !**
- **Abrogation de la réforme Macron des retraites !**
- **Création des postes statutaires nécessaires !**
- **Un vrai statut pour les AESH, un vrai statut pour les AED !**
- **Abrogation de Parcoursup et du Bac Blanquer !**
- **Retrait de la réforme des lycées professionnels !**
- **Retrait de la loi Rilhac !**

Je vous remercie